

Économie générale

Cours

Frédéric Poulon

8^e édition

DUNOD

Frédéric Poulon

Professeur agrégé de sciences économiques à l'université de Bordeaux, Frédéric Poulon est également diplômé de mathématiques, de statistique (ISUP), de lettres classiques et de science politique (IEP de Paris).

Auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages destinés en général à un public spécialisé ou à des étudiants avancés, il a néanmoins toujours aimé s'adresser aux étudiants débutants.

Ce manuel d'*Économie générale*, fruit d'une longue expérience d'enseignement en premier cycle, a été couronné, dès sa première édition, par l'Académie des sciences morales et politiques.

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2015

5, rue Laromiguière, 75005 Paris

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-074081-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À Jean Marchal

Avant-propos pour la huitième édition

Ce manuel d'*Économie générale* est une introduction à l'économie. Il est destiné en priorité aux étudiants de première année de la licence Économie-Gestion, mais aussi aux étudiants débutants d'autres filières (AES, IEP, Droit, CPGE, etc.). Beaucoup d'entre eux n'ont jamais fait d'économie auparavant. Aussi ce manuel reprend-il la matière à son début, sans connaissance préalable requise.

Le livre ne s'en tient pas pour autant à une simple initiation. Il a aussi pour ambition d'ouvrir à l'étudiant débutant des perspectives sur les grands domaines qu'il approfondira dans ses trois années de licence et au-delà : la microéconomie et la macroéconomie (c'est-à-dire les deux grandes méthodes de l'analyse économique), les questions monétaires, les relations économiques internationales, etc. De tout cela, ce manuel traitera sans empiéter sur les programmes des cours à venir, ce qui appelle quelques précisions sur la place que nous donnons ici à l'international, à la monnaie, à l'analyse macroéconomique et microéconomique.

Au fil des éditions successives a été renforcée l'ouverture sur le reste du monde. Même si le grand cours d'économie internationale reste attaché à la troisième année, il convient dès la première de ne pas se limiter au cadre d'économie fermée. Cela s'est toujours fait avec la comptabilité nationale, traditionnel gros morceau de la première année. Très lié à la comptabilité nationale, le circuit keynésien sera ici étendu à l'économie ouverte alors que Keynes, on le sait, l'avait présenté en économie fermée. Ainsi l'analyse keynésienne des causes des crises économiques et financières pourra être conduite, comme il est devenu indispensable, en lien direct avec la mondialisation.

La monnaie est traditionnellement au cœur des cours d'économie de deuxième année. Elle occupe néanmoins ici une place notable. Dès la première édition nous avons justifié ce qui était alors une innovation, heureusement largement imitée depuis. Ignorer la monnaie en première année, comme on le faisait habituellement autrefois, mettait en porte-à-faux le professeur au moment de parler à ses étudiants de revenu, de prix, d'épargne, de capital, d'investissement, toutes notions qui renvoient à la monnaie. C'est pourquoi, de plus en plus, on la voit poindre dès la première année.

C'était fatal. Dans nos économies modernes, la monnaie est l'alpha et l'oméga ou, si l'on préfère, le point de départ et le point d'arrivée. Le point de départ est

le crédit des banques aux entreprises, autrement dit la création monétaire des premières en faveur des secondes. Le point d'arrivée est le retour de la monnaie aux banques à travers l'épargne des ménages. Entre le départ et l'arrivée, c'est toute la circulation monétaire, irriguant l'ensemble des opérations économiques, qui s'effectue sous nos yeux. Expliquer le fonctionnement de nos économies, c'est donc suivre la monnaie tout au long de son parcours, de son circuit.

Tel sera ici notre fil conducteur. Étudier l'économie générale selon cette logique, c'est opter pour ce qu'on appelle communément la macroéconomie du circuit. Le lecteur ne doit pas pour autant ignorer qu'il existe une autre logique macroéconomique, dite du « modèle IS-LM ». Celle-ci est une interprétation de la macroéconomie keynésienne due à Hicks, contemporain de Keynes. Elle est inspirée par la théorie de l'équilibre général de Walras et Pareto qui prétend en outre établir un pont entre la microéconomie et la macroéconomie. Le lecteur sera initié, dès le chapitre 1, à l'équilibre général et à la microéconomie, laquelle affleurera en d'autres chapitres. Mais du modèle IS-LM, qui est traditionnellement la base des enseignements de macroéconomie de deuxième année, il ne sera point question ici. Priorité est donnée au circuit keynésien. Celui-ci a le double avantage de fournir un lien naturel avec la comptabilité nationale et d'illustrer ce jugement du grand historien J. Schumpeter sur l'analyse de circuit, considérée par lui comme l'une des lignes de force les plus importantes de toute l'analyse économique.

Avant de nous lancer, essayons de dissiper une vieille crainte de l'étudiant qui aborde l'économie à l'Université : les mathématiques. Disons qu'ici il sera fait usage des mathématiques, spécialement dans les développements microéconomiques, mais un usage modéré. Notre souci constant a été de ne jamais utiliser de mathématiques hors de la portée d'un bachelier de la série ES ¹.

Au seuil de la huitième et peut-être dernière édition de ce manuel apparu il y a plus de trente ans, je voudrais d'abord adresser un remerciement à tous les étudiants qui, génération après génération, ont accueilli mon enseignement et aux collègues, connus ou anonymes, qui m'ont fait l'honneur d'utiliser ce livre et qui, parfois, par leur remarques judicieuses, ont infléchi son cours ². Que soient aussi remerciées chez Dunod les nombreuses personnes qui ont, au fil des ans et conformément aux traditions de qualité de la maison, apporté tous leurs soins à la confection de ce manuel, tout particulièrement Laurent du Mesnil du Buisson qui l'a accueilli en 1982 et en est pour ainsi dire l'inventeur, Jeanne Delorme et Julie Robert qui ont présidé à la naissance de cette dernière édition et, bien sûr, Pierre-André Michel, le directeur général des éditions Dunod, qui a suivi l'ouvrage depuis l'origine. Je n'oublie pas non plus ma chère et regrettée épouse Nicole qui m'a tant apporté par son assistance affectueuse et précieuse. Que l'on me permette enfin d'exprimer ma reconnaissance à ce grand professeur que fut Jean Marchal dont j'ai été le disciple, le collaborateur, l'ami et qui reste pour moi à jamais un modèle.

1. Exception faite de l'Annexe I destinée à établir les fondements axiomatiques du circuit keynésien.

2. Je remercie tout particulièrement, à cet égard, MM. Didier Burgin, Jean-Marie Harribey, Joseph Vespa.

T able des matières

Introduction	1
---------------------	----------

Première partie

La méthode : deux voies

Chapitre 1. La méthode ensembliste	9
<i>I. L'élaboration de la conception ensembliste de l'économie</i>	<i>9</i>
A. La valeur-utilité à la source de la conception ensembliste de l'économie	10
B. L'utilité marginale et la cohérence de la conception ensembliste	11
C. L'aboutissement de la conception ensembliste dans la théorie de l'équilibre	16
<i>II. Les concepts de la méthode ensembliste de l'économie</i>	<i>18</i>
A. Les ensembles	19
B. Les relations binaires définies sur les ensembles	20
C. Les fonctions	24
<i>III. Les propriétés de l'équilibre général</i>	<i>31</i>
A. L'optimalité	32
B. La stabilité et le cœur de l'économie	34
C. L'existence	36

Chapitre 2. La méthode systémique	45
<i>I. La formation de la conception systémique jusqu'à F. Quesnay</i>	46
A. Les sources de la conception systémique de l'économie	46
B. La conception systémique de F. Quesnay	47
C. La représentation concrète du circuit dans le <i>Tableau</i>	50
<i>II. Le système capitaliste dans la conception marxiste</i>	53
A. L'héritage conceptuel de Marx	53
B. L'analyse d'ensemble de la crise capitaliste	61
<i>III. La conception keynésienne du système économique</i>	66
A. Les agents	67
B. Les flux	69
C. L'articulation d'ensemble du circuit keynésien	72
<i>IV. Le circuit comme outil d'analyse</i>	73
A. Le mécanisme de l'équilibre des flux : le multiplicateur keynésien	73
B. Le mécanisme de la crise économique	78

Deuxième partie

Le système actuel de comptabilité nationale

Une représentation détaillée du circuit économique national

Chapitre 3. Description du circuit économique national	95
<i>I. Les opérations et les agents</i>	95
A. Les opérations	95
B. Les agents	105
<i>II. Les comptes de secteur et leur articulation</i>	110
A. L'articulation des flux dans les comptes de secteur	110
B. Le compte simplifié des sociétés non financières	113
C. Le compte du reste du monde	115
<i>III. Le Tableau Économique d'Ensemble et la représentation complète du circuit</i>	116
A. Les conventions de représentation	116
B. Le Tableau de l'économie française	121
Chapitre 4. Les lois du circuit économique national	127
<i>I. Les relations entre agrégats</i>	127
A. Les agrégats	128
B. Les relations agrégées	130
<i>II. La méso-analyse de la production</i>	135
A. Le Tableau Entrées-Sorties	136
B. Le modèle de Léontief	143

Troisième partie

Crédit et investissement

Des intermédiaires financiers aux entreprises

Chapitre 5. La monnaie et le crédit	151
<i>I. La monnaie</i>	151
A. L'utilisation de la monnaie	151
B. La création monétaire	157
<i>II. Le crédit</i>	161
A. Le marché des crédits ou le financement intermédié	161
B. Le refinancement des crédits	165
C. Le financement direct ou désintermédié	170
<i>III. L'équilibre de la monnaie et du crédit</i>	177
A. L'équilibre comptable	177
B. La politique de la monnaie et du crédit	181
Chapitre 6. L'investissement	189
<i>I. Investissement et capital</i>	189
A. L'investissement en tant qu'il procède du capital	189
B. L'investissement en tant qu'il précède le capital	194
<i>II. La décision d'investissement</i>	200
A. L'incitation à investir	200
B. Le choix des investissements	205

Quatrième partie

Production et revenu

Des entreprises aux ménages

Chapitre 7. L'équilibre de la firme	213
<i>I. L'équilibre de court terme à technologie fixée</i>	214
A. La production à un facteur	214
B. L'équilibre de la production à un facteur en concurrence pure	219
<i>II. L'équilibre de long terme à technologie choisie</i>	225
A. La production à facteurs substituables	226
B. Le choix d'une combinaison productive optimale	232

Chapitre 8. Croissance et répartition	239
<i>I. La croissance et ses facteurs</i>	240
A. L'évaluation de la croissance économique	240
B. L'évaluation des facteurs primaires de la croissance	241
C. L'évaluation des facteurs techniques de la croissance	246
<i>II. La répartition et son inégalité</i>	249
A. Les revenus	249
B. La répartition des revenus	253
C. La mesure de l'inégalité de la répartition	255

Cinquième partie

C Consommation et épargne

Des ménages aux intermédiaires financiers

Chapitre 9. La dépense des ménages	263
<i>I. Analyse microéconomique de la dépense du consommateur</i>	264
A. Analyse microéconomique de la demande marchande	264
B. Analyse microéconomique de la demande non marchande	272
<i>II. La fonction de consommation</i>	275
A. L'analyse keynésienne de courte période	275
B. La fonction friedmanienne de longue période	280
Chapitre 10. L'épargne	285
<i>I. Les fondements microéconomiques de l'épargne</i>	286
A. L'analyse de l'épargne sous l'angle du patrimoine	286
B. L'analyse de l'épargne sous l'angle du revenu	289
<i>II. Le rôle macroéconomique de l'épargne</i>	292
A. L'épargne et la circulation monétaire	293
B. L'épargne et l'inflation	301

Conclusion générale	313
----------------------------	------------

Annexes	315
----------------	------------

<i>I. Fondements axiomatiques du circuit keynésien</i>	315
<i>II. L'invariance de la condition keynésienne de crise</i>	323

Bibliographie	327
----------------------	------------

Index	333
--------------	------------

Introduction

Les sept décennies qui nous séparent aujourd'hui de la fin de la Seconde Guerre mondiale recouvrent trois périodes contrastées. La première, dite des « Trente glorieuses », nous laisse le souvenir d'une grande prospérité. Le choc pétrolier de 1973-1974, en ouvrant la deuxième grande crise du ^{xx}^e siècle (après celle de 1929), mit un terme à cette période faste. Elle fut suivie de trois autres décennies appelées, par opposition avec les trois précédentes et pour pasticher la célèbre expression de Jean Fourastié, les « Trente piteuses ». Elles ont débouché en 2007 sur une crise de grande ampleur qu'on a comparée à celle de 1929. Cette troisième grande crise en l'espace d'un siècle ouvre une nouvelle période qui durera peut-être elle aussi le temps d'une génération et qu'il serait donc prématuré de vouloir dépeindre. Mais il n'est pas trop tôt pour tenter de saisir le fil de ce vaste mouvement qui depuis un siècle, et en réalité bien au-delà, semble conduire le capitalisme.

Ce mouvement, dont la phase actuelle est nommée « mondialisation », est une gigantesque dynamique de flux et de reflux à travers le temps et l'espace. Fernand Braudel a magistralement décrit les flux et reflux géographiques du capitalisme autour de ses « villes-mondes » successives : Florence et Bruges à la fin du Moyen Âge, Venise et Anvers à la Renaissance, puis au ^{xvii}^e siècle Amsterdam, ville-monde à laquelle succède Londres aux ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles avant que, traversant l'Atlantique, le centre du capitalisme n'élise domicile, aux ^{xx}^e et ^{xxi}^e siècles, dans la cité de New York. Ce balancement géographique du capitalisme au cours du temps se double d'une marche séculaire où alternent de longues phases de mondialisation et de « démondialisation ».

La mondialisation actuelle serait en fait déjà la troisième. La *première*, commencée avec les Grandes Découvertes, couvre les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles ; elle correspond à l'essor du *capitalisme commercial*, premier stade du capitalisme. Elle est venue buter, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, sur la montée en Europe des États-nations et les remparts dont ceux-ci se sont entourés. La *seconde* mondialisation, au ^{xix}^e siècle, est contemporaine de la révolution industrielle, et correspond au *capitalisme industriel*, second stade du capitalisme ; elle atteint son apogée dans les années 1860-1880 marquées, comme l'a souligné P. Bairoch, par l'extension maximum du libre-échange et le lancement des puissances euro-

péennes dans l'aventure coloniale ; elle vient échouer sur la Première puis la Seconde Guerre mondiale et, dans l'entre-deux, la Grande crise des années 1930 et la vague consécutive de protectionnisme. Avec l'avènement du *capitalisme financier*, troisième stade du capitalisme, qui prend son envol dans les années 1970 après que le dollar se fut libéré de la contrainte de l'or et que les chocs pétroliers eurent amené une internationalisation de la finance, apparaît la *troisième* mondialisation qui, selon toute vraisemblance, pourrait à son tour, comme les deux précédentes, être suivie de « démondialisation ».

Il y a toute raison de penser que cette succession, liée à l'histoire même du capitalisme, se poursuivra aussi longtemps que perdurera celui-ci, c'est-à-dire un temps dont on ne voit pas le terme. C'est bien l'avis de Braudel pour qui le capitalisme n'aura pas de fin sauf par un cataclysme qu'il vaut mieux ne pas souhaiter. Du reste, après New York, les villes-mondes candidates à sa succession sont d'ores et déjà légion : Shangaï, Delhi, Séoul... Et Braudel de conclure son œuvre magnifique, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, par cet acte de foi en l'avenir : « Je pense, quitte à me tromper du tout au tout, que le capitalisme ne peut s'effondrer de lui-même, par une détérioration qui serait "endogène" ; il faudrait pour un tel effondrement un choc extérieur d'une extrême violence »¹.

La hauteur de vue que nous invite à prendre ce grand historien du capitalisme est plus que recommandable. Elle est nécessaire à quiconque prétend formuler un jugement sur l'économie de son temps. Faute de quoi on est voué à regarder avec des œillères le monde qui nous entoure. De ce demi-aveuglement, bien des exemples nous sont hélas donnés jusque dans l'histoire contemporaine.

Lorsqu'apparut la crise de 1929, les esprits mal préparés crurent, malgré l'ampleur, à la répétition d'une crise semblable à celles qui à un rythme décennal avaient scandé au siècle précédent l'histoire du capitalisme. En bref, on crut la crise conjoncturelle. « La reprise est au tournant de la rue » proclamait avec optimisme le chef de l'exécutif américain d'alors, le président Hoover. Il fallut plusieurs années pour comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une crise conjoncturelle, mais d'une crise profonde, durable, structurelle en somme. Et il ne fallut pas moins que la Seconde Guerre mondiale et l'immense chantier qui s'ensuivit pour relancer le capitalisme mondial.

Lorsque survint la rupture de 1974 causée par le quadruplement brutal du prix du pétrole, on commit la même erreur. On crut que pour remédier à l'anémie que le choc pétrolier avait infligée à l'économie mondiale, il suffisait d'injecter dans celle-ci un sang neuf par un gigantesque recyclage des capitaux absorbés par les pays exportateurs de pétrole. Ainsi s'est mis en place, à l'échelle planétaire, le recyclage des « pétrodollars » qui a entraîné les pays non producteurs de pétrole, et parmi eux l'immense majorité des pays en développement, dans une colossale spirale d'endettement, sans pour autant faire revenir la crois-

1. *Op. cit.*, t. III ; p. 543.

sance. Ce n'est qu'après le second choc pétrolier, en 1979, et l'éclatement consécutif de la grande crise internationale d'endettement, en 1982, que les mentalités ont changé. On cessa d'incriminer exclusivement les pays pétroliers. L'idée commença à se répandre que la rupture de 1974 avait des racines plus profondes, plus lointaines. En France une étude clairvoyante et en avance sur son temps, publiée dès 1974 par l'INSEE sous le titre *Fresque historique du système productif*, avait montré que la situation n'avait pas attendu le premier choc pétrolier pour se dégrader : la dégradation, notamment des profits des entreprises, avait commencé en fait vers le milieu des années 1960, c'est-à-dire à un moment où la concurrence internationale s'était mise à frapper de plein fouet notre économie et beaucoup d'autres avec elle. Ainsi l'internationalisation – appelée plus tard globalisation ou mondialisation – s'apprêtait au seuil des années 1980 à passer sur le banc des accusés.

L'internationalisation de la production et des échanges, provoquée par l'abaissement général des barrières douanières, est un phénomène majeur de notre temps. Mais, sous-jacent, un phénomène plus fondamental encore apparaît : la primauté de la monnaie et de la finance. Cette primauté est aujourd'hui si manifeste, si éclatante qu'il n'est pas exagéré de dire de notre époque qu'elle est avant tout celle de l'avènement du règne absolu de l'argent sur le monde.

La « monétisation » des économies est pourtant un phénomène ancien dont l'origine remonte au ^{xvi}^e siècle, aux premiers temps du capitalisme commercial. La monnaie, auparavant, était surtout une réserve de richesse, vouée plus à la thésaurisation qu'à la dépense. Avec le nouvel essor du commerce, elle tend à être de plus en plus un instrument de transaction. La sphère des échanges marchands se développe, tandis que la quantité de monnaie s'accroît par la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent et, plus tard, par l'invention d'autres formes de monnaie telles que la monnaie fiduciaire ou la monnaie scripturale. Mais ce développement ne se fait que très progressivement. Il appelle en réalité des bouleversements politiques et sociaux qui prendront forme, en France par exemple, dans la révolution de 1789 puis dans les conquêtes successives du libéralisme tout au long du ^{xix}^e siècle.

La liberté, et d'abord la liberté de chacun de disposer de sa propre personne, est en effet la condition première du développement des échanges. Si l'abolition du servage est déjà en grande partie chose faite à la veille de la révolution française, la suppression des corporations dans les villes enlève les dernières entraves à la libre utilisation de la main-d'œuvre par tous ceux qui ont les moyens de l'acheter. La disparition des réglementations corporatives, la dissolution des liens personnels qui unissaient le maître à ses compagnons, le seigneur à ses serfs, le monarque à ses sujets et, au lieu de cela, l'instauration de la liberté, notamment celle des échanges, signifie, pour qui a de l'argent à investir, l'espoir d'une appropriation illimitée du travail d'autrui et par suite une accumulation infinie de richesses. Le jeu n'est cependant point sans risque puisqu'il implique la libre concurrence, c'est-à-dire finalement la liberté pour le plus fort

de « dévorer » le plus faible. Telle est la règle du capitalisme industriel qui a surtout pris son essor au XIX^e siècle en n'hésitant d'ailleurs pas à substituer à l'asservissement individuel, qu'il avait juridiquement aboli au-dedans, celui de contrées lointaines à la conquête desquelles il s'est lancé au-dehors, mettant ainsi en lumière ce paradoxe du capitalisme de toujours vouloir à la fois libérer et asservir.

À peine la colonisation était-elle achevée qu'apparaissait son contraire. Le grand mouvement de décolonisation, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, ne fut pas seulement une victoire de mouvements nationalistes sur la résistance parfois opiniâtre des métropoles. Il fut dû également à la pression de nouvelles puissances capitalistes, privées de colonies parce que formées plus tardivement, mais devenues prépondérantes dans le monde de l'après-guerre. En supprimant la sujétion des colonies à leur métropole, le capitalisme financier contemporain a pour ainsi dire répété, mais à l'échelle des nations, le processus de libération qui, jadis, à l'aube de la révolution industrielle et à l'échelle des individus, avait ouvert un espace immense à l'expansion de la sphère des échanges marchands.

L'histoire économique du monde depuis la deuxième moitié du XX^e siècle est au fond celle de la mise en place par séismes successifs de ce capitalisme financier transnational. La crise de l'or, dans les années 1960, supplanté par le dollar américain au début des années 1970, la grande crise internationale d'endettement des années 1980 consécutive aux deux chocs pétroliers, la crise financière internationale de la première décennie du XXI^e siècle, en ont été jusqu'à ce jour les principaux épisodes. Le processus est loin encore, semble-t-il, de son achèvement. On ne peut prédire quelles crises dans l'avenir présideront à la répartition du pouvoir inévitablement lié à la création et à la maîtrise de la monnaie nécessaire à l'immense développement attendu des échanges et investissements internationaux. Mais d'ores et déjà, il est sûr qu'il faut en priorité s'attacher à la logique du fonctionnement de l'économie monétaire pour comprendre le monde où nous vivons.

La place de la monnaie est d'ailleurs, depuis longtemps, l'objet d'une controverse ardente entre les économistes. La discussion n'est pas seulement académique. Elle cache une radicale opposition de croyance en l'aptitude de l'économie libérale à bien fonctionner ou non. Les uns, pour qui la monnaie au fond n'est qu'un « voile » qu'il suffit de soulever pour percevoir la réalité des phénomènes, croient l'*équilibre* accessible par le libre jeu du marché entre les entreprises, qui offrent les produits, et les travailleurs, qui les acquièrent en échange de leur travail. Les autres, pour qui la monnaie est, bien plus qu'une sorte de bon d'achat, la faculté même d'acheter ou de ne point acheter, pensent que son intervention dans l'économie est de nature à engendrer le *déséquilibre*. La première conception des choses a longtemps prévalu. Elle a été mise en défaut, de façon flagrante, par la grande crise des années trente qui a révélé l'inexistence d'un équilibre automatique et suscité alors un renouvellement de la théorie d'où est issu le rejet, de nos jours, de la classique « dichotomie » entre les questions monétaires et les questions dites réelles.

Renoncer à cette dichotomie exige que l'on fasse entrer en scène, à côté des acteurs habituels que sont les entreprises et les ménages, les agents dont la fonction principale est d'émettre et de réguler la monnaie ainsi réhabilitée. Ces agents sont les intermédiaires financiers et, plus particulièrement, les banques. L'économie monétaire, par opposition à l'économie classique qui ne nous présentait que deux catégories d'agents, est une économie à trois catégories d'agents : les banques, les entreprises, les ménages. Chacune de ces catégories a un rôle spécifique. Les *banques* prêtent de l'argent aux entreprises pour leur permettre justement d'entreprendre leur activité de production. Les *entreprises* utilisent l'argent à divers achats et notamment au paiement de salaires aux ménages dont elles acquièrent la force de travail. Les *ménages* dépensent leurs revenus monétaires en consommation auprès des entreprises jusqu'au moment où ils préfèrent les conserver en épargne. La monnaie, alors, fait pour ainsi dire retour aux banques au terme d'un parcours constituant son *circuit*. Le circuit de la monnaie se résume tout entier dans le « principe fondamental des économies monétaires » qui s'énonce ainsi : *une première catégorie d'agents prête à une deuxième catégorie qui achète pour vendre à une troisième qui vend pour acheter*.

Analyser l'économie monétaire – c'est-à-dire l'économie où nous vivons – consiste à partir de ce principe et à l'examiner dans tous ses développements. Tel sera l'essentiel de notre tâche dans les cinq parties de ce livre.

La *première partie*, consacrée à la *méthode économique* et particulièrement à ces deux tentations de la science économique que sont l'équilibre et le déséquilibre, servira de plus ample justification à notre choix de privilégier la logique du circuit pour présenter l'économie générale à un étudiant débutant.

La *deuxième partie* rendra compte de la représentation détaillée du circuit économique national fournie par la comptabilité nationale, que nous étudierons à travers notre *système actuel de comptabilité nationale*.

Les *trois dernières parties* entraîneront alors le lecteur dans une exploration de toutes les grandes fonctions économiques dans l'ordre imposé par le sens même de la circulation monétaire. Nous verrons ainsi successivement : *le crédit et l'investissement*, ce qui nous fera passer des intermédiaires financiers aux entreprises (troisième partie) ; *la production et les revenus*, avec le passage des entreprises aux ménages (quatrième partie) ; *la consommation et l'épargne*, avec le retour de la monnaie des ménages aux intermédiaires financiers (cinquième partie).



Première partie

***L* la méthode : deux voies**

L'économie est une science. Par opposition à la philosophie, que Paul Valéry qualifiait d'« exercice de la pensée sur elle-même », la science peut être définie comme un exercice de la pensée sur les objets. La science économique a pour objet l'être humain. Elle est une science humaine, au même titre que la sociologie, la psychologie, la linguistique, etc.

Selon la célèbre définition de Robbins, l'économie est « la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares à usages multiples ». Cette définition ne prête guère à controverse, et l'on s'accorde également pour reconnaître que les fins de l'homme convergent toutes vers la réalisation de son bonheur, tandis que les moyens dont il dispose le ramènent tous à la dure réalité du labeur. Les questions qui divisent les économistes sont plutôt celles-ci : cette quête du bonheur est-elle affaire individuelle ou collective ? Les hommes, à l'origine, sont-ils des êtres solitaires ou des êtres solidaires ?

Les uns, proches ou lointains disciples de Kant, pensent que la conscience individuelle constitue le fondement du lien social : l'homme ne vit en société que parce qu'il a conscience de pouvoir ainsi accroître son bonheur. Les autres, proches de Marx, déclarent au contraire comme H. Marcuse : « Pour pouvoir être doués de conscience, les hommes doivent d'abord vivre en société. » Le fait social est alors posé comme donnée première, et c'est l'expérience sociale des hommes qui permet, pense-t-on, le développement de leur conscience. Ce débat philosophique sur l'antériorité du conscient ou du social se projette dans l'opposition des deux méthodes fondamentales de la science économique : la méthode microéconomique et la méthode macroéconomique.